En partenariat avec
ONE
Observatoire de la Nouvelle Eurasie



Turkménistan : vers le changement ?

Par **Michaël Levystone**, cofondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE), doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Photo ci-dessus : Le monument au président du Turkménistan Gourbangouly Berdymoukhamedov à Achgabat, capitale du Turkménistan se situant près du désert du Karakoum et de la frontière avec l'Iran (octobre 2023). (© Shutterstock)

Depuis son indépendance proclamée le 27 octobre 1991, le Turkménistan reste, de loin, l'État le plus insondable d'Asie centrale : celui aux mains d'un despote érigé au rang de dieu vivant, et celui sur lequel rien de ce qui affecte son environnement régional n'est censé avoir de prise. C'est pourtant bien sous l'effet d'une crise exogène — le « Janvier sanglant », qui a ébranlé son voisin kazakhstanais en 2022 — que ce pays atypique s'est extirpé de sa torpeur pour s'engager dans un *aggiornamento* politique dont il convient, toutefois, de bien mesurer la portée.

D'un duumvirat à une famille régnante ?

C'est en février 2022 que Gourbangouly Berdymoukhamedov a annoncé, à la surprise générale, son retrait du pouvoir, qu'il exerçait d'une main de fer depuis 2006. L'élection présidentielle anticipée tenue en mars 2022 a, comme attendu, consacré son fils Serdar comme le nouvel homme fort d'Achkhabad, du moins en théorie. Car, non content de se maintenir à la deuxième fonction la plus importante du pays — la présidence du *Khalk Maslakhaty* (« Conseil du peuple »), la chambre haute du Parlement —, Gourbangouly s'est réattribué, dès janvier 2023, l'essentiel des prérogatives attachées à la magistrature suprême, à la faveur d'une révision constitutionnelle qui lui a, au passage, conféré le titre, particulièrement évocateur, de « leader de la nation » **(1)**. Formellement, Serdar Berdymoukhamedov continue d'occuper la fonction présidentielle : il réside au palais de l'*Ogouz Khan* et représente son pays lors des grands événements internationaux, qu'il s'agisse, pour la seule année 2025, des défilés militaires organisés successivement les 9 mai et 3 septembre sur les places Rouge (Moscou) et Tiananmen (Pékin), avant de prononcer un discours à la tribune des Nations Unies, à New York, le 23 septembre. Mais il ne faut pas s'y méprendre : au sein de cet exécutif mutualisé entre père et fils, c'est bien le premier qui fait désormais figure d'élément dominant. Ainsi, tout en s'autorisant à venir lui-même à la rencontre d'éminents dignitaires étrangers — tel à l'Élysée, où il est reçu par Emmanuel Macron au printemps 2025 —, Gourbangouly remodèle la scène domestique.

Ce renouvellement s'opère, de plus en plus, dans le sens d'une promotion des membres du clan présidentiel. Le retour de l'ancien chef de l'État aux avant-postes a ainsi fait sortir, dès 2023, de leur exil émirien Chamourat et Khadjimourat Redjepov, hommes d'affaires impitoyables qui auraient eu maille à partir avec leur cousin Serdar durant ses quelques mois de présidence « unicéphale » — une gouvernance qui n'aurait pas été du gout de son père.

Un dégel de la « Neutralité permanente » ?

Consacrée officiellement sous le nom de « Neutralité permanente » (*Bitaraplyk*) par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 décembre 1995, la doctrine de politique étrangère du Turkménistan confine le pays dans une distanciation obsessionnelle vis-à-vis de tout ce qui peut provenir de l'étranger, assimilé en tant que tel à un facteur potentiel de déstabilisation. C'est ce qui explique que, depuis Saparmourat Niazov, son premier président (1990-2006), qui a légué en héritage ce curieux concept, le Turkménistan indépendant se soit résolument gardé de piper mot sur les grandes crises internationales (Afghanistan, Gaza, Ukraine), ait boudé les organisations régionales pouvant lui paraitre rogner, de près ou de loin, sa souveraineté, et ait trié sur le volet les acheteurs de son gaz, ressource dont le pays est abondamment pourvu **(2)** et qui fonde plus des deux tiers de ses recettes à l'exportation chaque année.

Dans ce domaine, les lignes pourraient être en train de bouger, à en juger par la stratégie de diversification à l'œuvre en matière de débouchés. Conscient du danger qu'il y a à s'enserrer trop étroitement entre les mains de la Chine, qui a profité de sa situation monopolistique sur les ventes gazières du Turkménistan **(3)** et de ses importants investissements consentis dans la construction du gazoduc Asie centrale-Chine pour tirer les prix à la baisse, Achkhabad s'échine à trouver d'autres points de chute pour sa manne gazière. Ainsi, en 2024, le Turkménistan a conclu des accords de vente avec l'Iran et surtout avec l'Irak, son partenaire le plus ambitieux depuis la Chine en 2006 **(4)**.

Quant aux principaux projets gaziers d'Achkhabad, ils offrent un panorama contrasté : si les travaux pour la construction du tronçon afghan du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI) ont enfin repris en 2024, le « gazoduc transcaspien », appelé à rallier les marchés européens via la mer Caspienne et le Caucase, reste au point mort. La tenue, coup sur coup, au printemps 2024, de forums énergétiques à Berlin, Londres et Paris, démontre cependant que le Turkménistan n'entend pas délaisser les investisseurs européens.

C'est sans doute dans le dessein de leur complaire que le Turkménistan, État certes signataire de l'accord de Paris sur le climat en 2015, mais régulièrement tancé depuis lors pour une écoresponsabilité très relâchée, axe également sa nouvelle diplomatie énergétique sur le renouvelable. Encore assez timidement, le Turkménistan s'est ainsi lancé dans la production d'énergies vertes, avec l'implantation, dans la province de Balkan, de sa toute première centrale solaire et éolienne **(5)**. Bien plus impactantes sont les démarches entreprises dans l'optique d'endiguer de pléthoriques émissions de méthane : activation, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du *Methane Alert and Response System* (MARS), une plateforme numérique dédiée au suivi des rejets atmosphériques ; travaux de forage ciblé et de réhabilitation menés autour du cratère de Darvaza, la tristement célèbre « Porte de l'enfer », en combustion constante depuis un demi-siècle **(6)**.

Quelle diplomatie économique ?

Les autorités d'Achkhabad se démènent également sur le front de la diplomatie économique, où elles aspirent à refaire de leur pays, porté par une croissance annuelle oscillant autour de 6,3 % depuis 2023, un marché attractif aux yeux d'investisseurs étrangers que les sanctions contre l'économie russe ont rendus bien plus actifs en Asie centrale **(7)**. Aussi s'évertuent-elles à développer les dessertes du Turkménistan vers le territoire des États voisins : création, à partir de septembre 2024, d'une jonction autoroutière, par l'intermédiaire de la ville de Mary, entre les villes de Serakhs et de Serkhetabad, respectivement limitrophes de l'Iran et de l'Afghanistan ; inauguration, en mai 2025, d'un pont sur le golfe de Kara-Bogaz-Gol, voué à fluidifier le trafic vers le Kazakhstan **(8)**. En parallèle, des mesures sont adoptées en vue de moderniser le climat des affaires. Pays dont la connexion à Internet figure parmi les plus lentes et les plus surveillées de la planète, le Turkménistan met en service, au cours de l'été 2025, un système d'administration électronique avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cette période voit par ailleurs le législateur plancher sur un nouveau projet de Code civil destiné à conformer davantage le milieu national des affaires aux pratiques préconisées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) **(9)**, une instance à laquelle Achkhabad s'est récemment décidé à soumettre sa candidature, après s'y être longtemps refusé.

Les signaux apparents d'ouverture adressés par le Turkménistan sont à prendre avec précaution. D'une part, ce pays demeure foncièrement attaché à sa « Neutralité », tel que cela ressort du discours prononcé par Serdar lors de la 80e Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2025. De l'autre, le regain d'activisme multilatéral de la diplomatie d'Achkhabad est en trompe-l'œil : que le Turkménistan participe aux travaux de l'Organisation des États turciques (OET), par exemple, ne signifie pas qu'il soit disposé à y approfondir le degré de ses coopérations, refusant toujours d'adhérer de plein droit à une structure dont il ne demeure qu'un État observateur.

Difficile, enfin, de tabler sur l'ouverture d'un régime qui déclare officiellement sept millions d'habitants sur un territoire grand comme la France métropolitaine et qui pourrait, dans la réalité, n'être peuplé que de moitié moins. Loin d'assouplir le contrôle de ses frontières, le Turkménistan s'emploie plutôt à rapatrier ses ressortissants expatriés, y compris les dissidents réfugiés en nombre en Turquie et en Russie **(10)**.

Michaël Levystone

Notes

(1) Emomali Rakhmon, président de la République du Tadjikistan, avait lui aussi été gratifié, à l'issue de sa propre réforme mégalomaniaque en 2016, d'un titre de cet ordre, qui lui a permis de consolider un pouvoir exercé depuis 1992. Il pourrait avoir servi de source d'inspiration à Gourbangouly.



Photo ci-contre : Serdar Berdymoukhamedov, nouveau président turkmène après la démission de son père en 2022, assiste à une réunion du Conseil des chefs d'État de la Communauté des États indépendants à Douchanbé, au Tadjikistan, le 10 octobre 2025, afin d'examiner la coopération en matière de sécurité et dans le domaine militaire. (© Xinhua/Li Renzi)



Du même auteur

L'Asie centrale en 100 questions : au croisement des grandes puissances, Tallandier, 2025, 384 p.

(2) Le Turkménistan occupe le quatrième rang mondial des réserves prouvées de gaz naturel, derrière la Russie, l'Iran et le Qatar. Longtemps estimées à 19 500 milliards de mètres cubes, celles-ci se concentrent en bonne part dans les gisements de Galkynych et de Dauletabad, dans la partie orientale du pays.

(3) En 2022, le marché chinois représentait à lui seul 80 % des exportations gazières turkménistanaises.

(4) Bruce Pannier, « Turkmenistan's Gas Swap Deals Could Be Collateral Damage From Israeli-Iran Conflict », *The Times of Central Asia*, 19 juin 2025 (https://timesca.com/turkmenistans-gas-swap-deals-could-be-collateral-damage-from-israeli-iran-conflict/) ; Robert M. Cutler, « Turkmenistan's Strategic Reentry Into Gas Diplomacy », *The Times of Central Asia*, 30 juillet 2025 (https://timesca.com/turkmenistans-strategic-reentry-into-gas-diplomacy/).

(5) Le complexe en question est crédité d'une puissance installée de 10 mégawatts. Vladimir Komarov, « A Unique "Green" Energy Project », *Turkmenistan Altyn Asyr*, 24 janvier 2022 (https://turkmenistan.gov.tm/en/post/60380/unique-green-energy-project).

(6) *Nebit-gaz*, « Turkmenistan's Achievements in Reducing Methane Emissions Were Announced at the TESC 2025 Conference », 5 juin 2025 (https://oilgas.gov.tm/en/posts/news/14198/turkmenistans-achievements-in-reducing-methane-emissions-were-announced-at-the-tesc-2025-conference).

(7) Le Turkménistan dispose d'un avantage concurrentiel sur ses voisins centrasiatiques : l'ancrage en mer Caspienne que lui confère sa ville portuaire de Turkmenbachy, dont l'importance géoéconomique se renforce à la faveur des sanctions contre l'économie russe.

(8) Banque européenne pour la reconstruction et le développement (EBRD), *Country Assessment: Turkmenistan 2025-2026*, 2026, p. 3 (https://www.ebrd.com/content/dam/ebrd_dxp/assets/pdfs/office-of-the-chief-economist/transition-report-archive/transition-report-2025/country-assessments/Central-Asia/transition-report-2025-26-CA-Turkmenistan.pdf).

(9) *Ibid.*, p. 4.

(10) En l'occurrence, Achkhabad a obtenu, en échange de son ralliement à l'OET, la suppression par Ankara du régime sans visa pour les citoyens turkménistanais, tout en s'appuyant sur les réseaux cultivés à Moscou par Gouvantch Ovezov, ancien collègue de Serdar lorsque celui-ci officiait à l'ambassade du Turkménistan en Russie. Slavomir Horak, « Russian Influence in Turkmenistan: Rapprochement or Pragmatism? », *The Central Asia-Caucasus Analyst*, Central Asia-Caucasus Institute (CACI) et Silk Road Studies Program Joint Center, 17 janvier 2023, p. 3-4 (https://www.cacianalyst.org/resources/240117_FT_Horak.pdf).